



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN D'EMPLOI D'AVIGNON



SOMMAIRE

- p. 2 Un dynamisme démographique qui se poursuit
- p. 3 Un tissu économique porté par les TPE - L'emploi concurrentiel diminue
- p. 4 Le profil des emplois du territoire
- p. 5 Trois offres déposées à Pôle emploi sur cinq se concentrent sur quatre domaines professionnels
- p. 6 Une perte du potentiel d'emploi - Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019
- p. 8 Un marché du travail qui s'améliore
- p. 9 La demande d'emploi des moins de 25 ans et des 25 à 49 ans se stabilise - Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Plus de 15 960 reprises d'emploi en 2018
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée
- p. 12 2 490 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin - 61% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En conclusion...
- p. 16 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

Le bassin d'Avignon, au sens Pôle emploi, regroupe les agences d'Avignon Joly Jean et Avignon Réalplanier.

Les chiffres clés du territoire :

- 184 870 habitants au 1^{er} janvier 2016.
- 19 390 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- 65 190 salariés du secteur concurrentiel à fin 2018.
- 17 070 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2018 et juin 2019.
- 10,6% de taux de chômage pour la zone d'emploi d'Avignon au 2^e trimestre 2019.
- 25 070 demandeurs d'emploi toutes catégories au 30 juin 2019, dont 47% de demandeurs d'emploi indemnités.
- 22 430 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 30 juin 2019, dont 22% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 10% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 25% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique qui se poursuit

Au 1^{er} janvier 2016, le nombre d'habitants du bassin d'emploi s'approche des 185 000 (9^e le plus peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. **Tableau 1**]. La densité de population est de 745 habitants au km² (160 pour la région).

Entre 2011 et 2016, la population affiche un rythme de progression plus fort que celui de la période 2006-2011 avec +0,6% en moyenne par an (+0,4% en région). Cet accroissement est essentiellement dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès).

Au 1^{er} janvier 2016, les moins de 25 ans sont plus nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 32% de la population (28% région). Le taux d'étudiants est de 11% dans ce territoire ; il est supérieur à celui de la région (10%). À l'inverse, les 55 ans et plus comptent

Tableau 1

Recensement de la population au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin d'Avignon	région	bassin d'Avignon
Hommes	2 403 300	87 950	48%	48%
Femmes	2 618 600	96 920	52%	52%
0-14 ans	848 700	35 030	17%	19%
15-24 ans	554 800	23 270	11%	13%
25-54 ans	1 867 200	69 910	37%	38%
55-64 ans	641 500	22 240	13%	12%
65 ans et +	1 109 700	34 420	22%	19%
Ensemble	5 021 900	184 870	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

pour une part moins importante dans le bassin (31%). Le taux de retraités y est aussi parmi les plus bas de la région.

Tableau 2

Population active au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin d'Avignon	région	bassin d'Avignon
15-24 ans	218 900	9 870	10%	12%
25-54 ans	1 640 000	60 260	74%	74%
55-64 ans	348 600	11 670	16%	14%
Ensemble	2 207 500	81 800	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2016 est proche des 82 000, soit 71% des 15-64 ans (72% en région) [cf. **Tableau 2**].

Les profils par tranche d'âge des actifs sont similaires dans le bassin et la région. Toutefois, 52% des 55-64 ans sont actifs dans le bassin (54% en région).

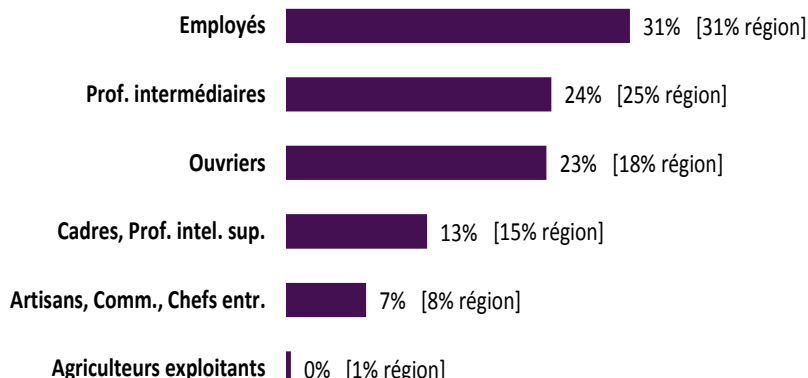
Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité d'employés, de professions intermédiaires et d'ouvriers .

Le bassin compte plus d'ouvriers (+5 points), autant d'employés et moins de professions intermédiaires, de cadres, d'artisans, commerçants, chefs d'entreprise et d'agriculteurs exploitants que la moyenne régionale [cf. **Graphique 1**].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2011 et 2016 : plus de cadres professions intellectuelles supérieures (+0,9 point), de professions intermédiaires (+0,2 point) et moins d'employés et d'ouvriers (-0,8 point chacun).

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2016



Source : INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)

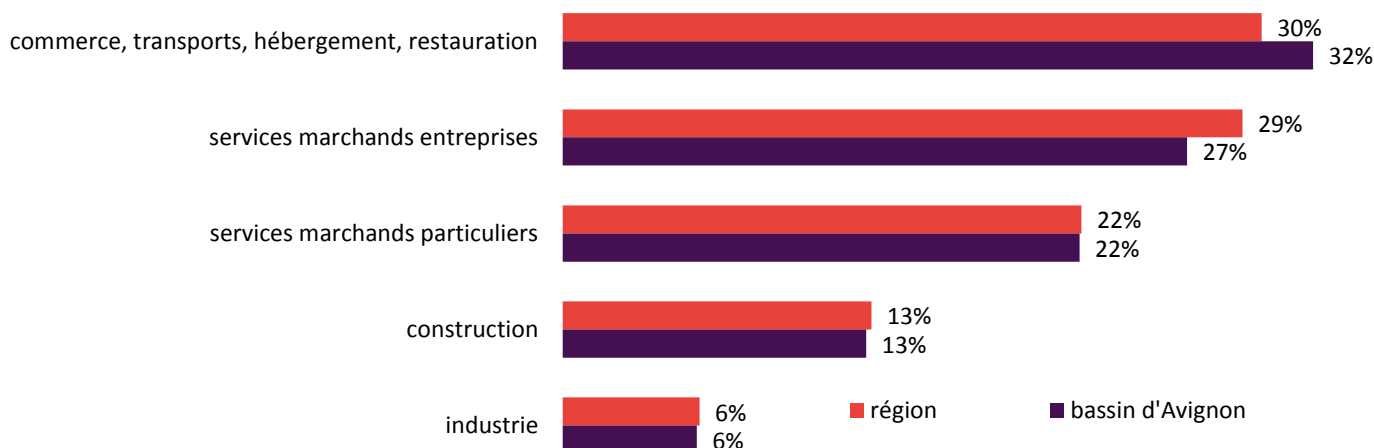


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 19 390 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 4% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de la région (78% contre 77%). Le tissu productif local comporte moins d'établissements du secteur des services (2 points d'écart avec la région) et 93% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est légèrement supérieur à celui de la région (13% contre 12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



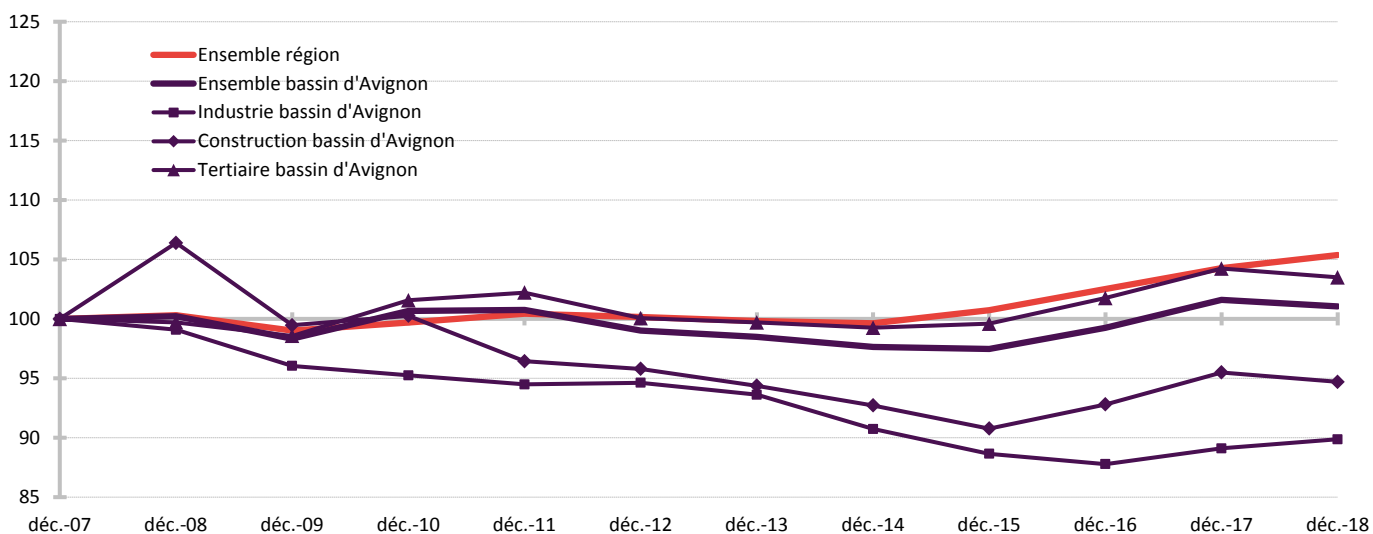
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

L'emploi concurrentiel diminué

Le taux d'emploi du bassin (57%) est relativement plus bas que celui de la région (61%). Le nombre de salariés du secteur privé recule dans le bassin sur l'année 2018 [cf. Graphique 3]. La hausse enregistrée dans le secteur de l'industrie ne permet pas de combler les déficits de la construction et du tertiaire. Le niveau d'emploi diminue de -0,6% entre 2017 et 2018. À fin 2018, 7 160 établissements du secteur privé y emploient 65 190 salariés, ce qui représente 5% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2007 = 100)



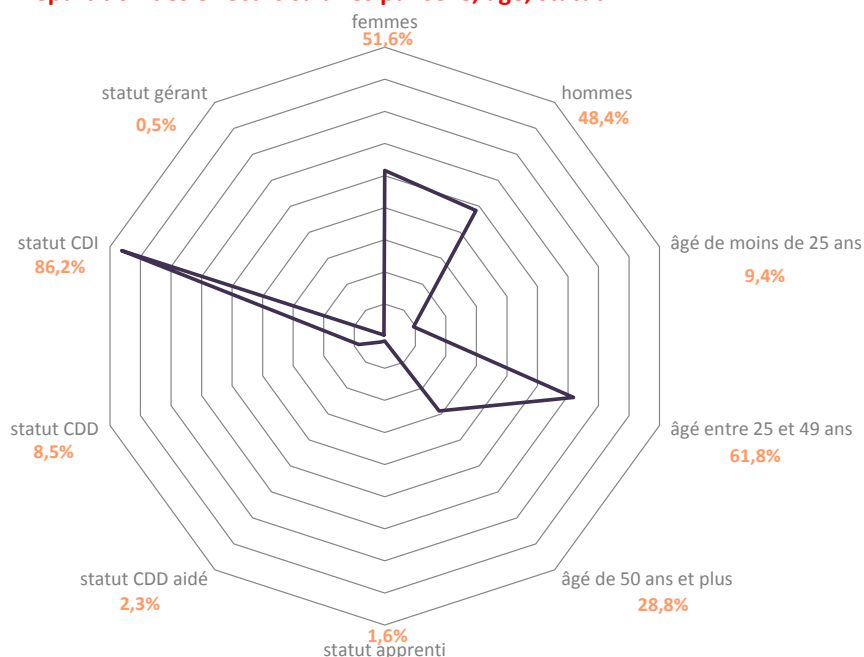
Source : ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

4 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Le profil des emplois du territoire (Déclaration Annuelle de Données Sociales 2016)

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : DADS 2016

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	3%
quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	3%
quotité de travail entre 50% et 75%	13%	5%	9%
quotité de travail de 75% et plus	13%	2%	8%
temps plein	65%	90%	77%

Source : DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	9 990	14%
Nettoyage courant des bâtiments	1 850	3%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	1 340	2%
Restauration traditionnelle	1 340	2%
Activités hospitalières	1 330	2%
Transports routiers de fret interurbains	1 280	2%
Hypermarchés	1 120	2%
Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	980	1%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	890	1%
Aide à domicile	870	1%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	69 170	100%

Source : DADS 2016

À fin 2016, près de 69 200 personnes étaient salariées sur le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est plutôt féminin, âgé de 25 à 49 ans, en CDI.

35% des femmes travaillent à temps partiel, contre 10% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 3].

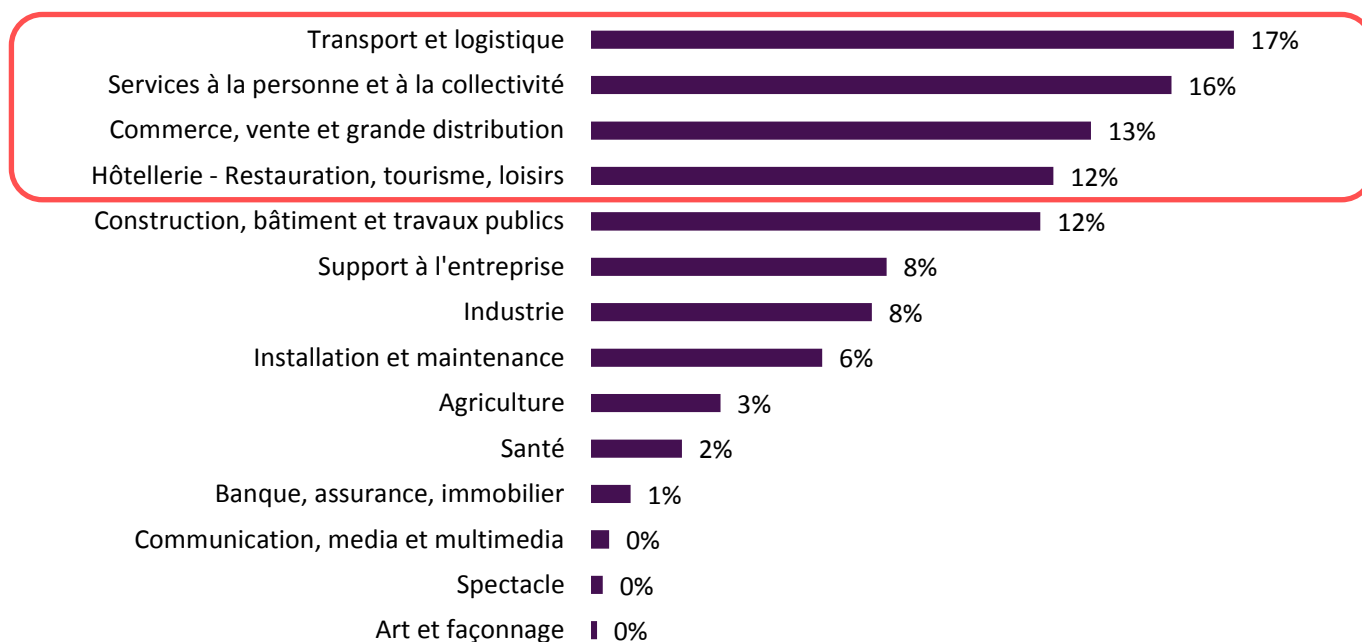
L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Trois offres déposées à Pôle emploi sur cinq se concentrent sur quatre domaines professionnels

De juillet 2018 à juin 2019, 17 070 offres d'emploi ont été déposées dans les agences Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers du transport logistique enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec 17%. Les services à la personne et à la collectivité suivent avec 16% devant les métiers du commerce, vente et grande distribution (13%), et de l'hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs (12%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées à Pôle emploi de juillet 2018 à juin 2019



Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

		Volume
1 ^{er}	N4101 Conduite de transport de marchandises sur longue distance	1 090
2 ^e	N1103 Magasinage et préparation de commandes	650
3 ^e	K2204 Nettoyage de locaux	520
4 ^e	D1106 Vente en alimentation	510
5 ^e	G1602 Personnel de cuisine	480

Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

NB : Le nombre d'offres déposées à Pôle emploi pour ces 5 métiers représente 19% de l'ensemble.

EN SAVOIR PLUS

- [Offres diffusées par Pôle emploi au 2^e trimestre 2019](#)



Une perte du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi confirme un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2019, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois diminue de -1,4% sur un an et s'établit à 216 320 unités [cf. Tableau 6]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (105 010 soit 49% des DPAE), les secteurs de l'hébergement et restauration (20 770 soit 10% des DPAE et 19% des DPAE hors intérim) et des arts, spectacles et activités récréatives (19 340 soit 9% des DPAE et 17% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2018 et juin 2019)

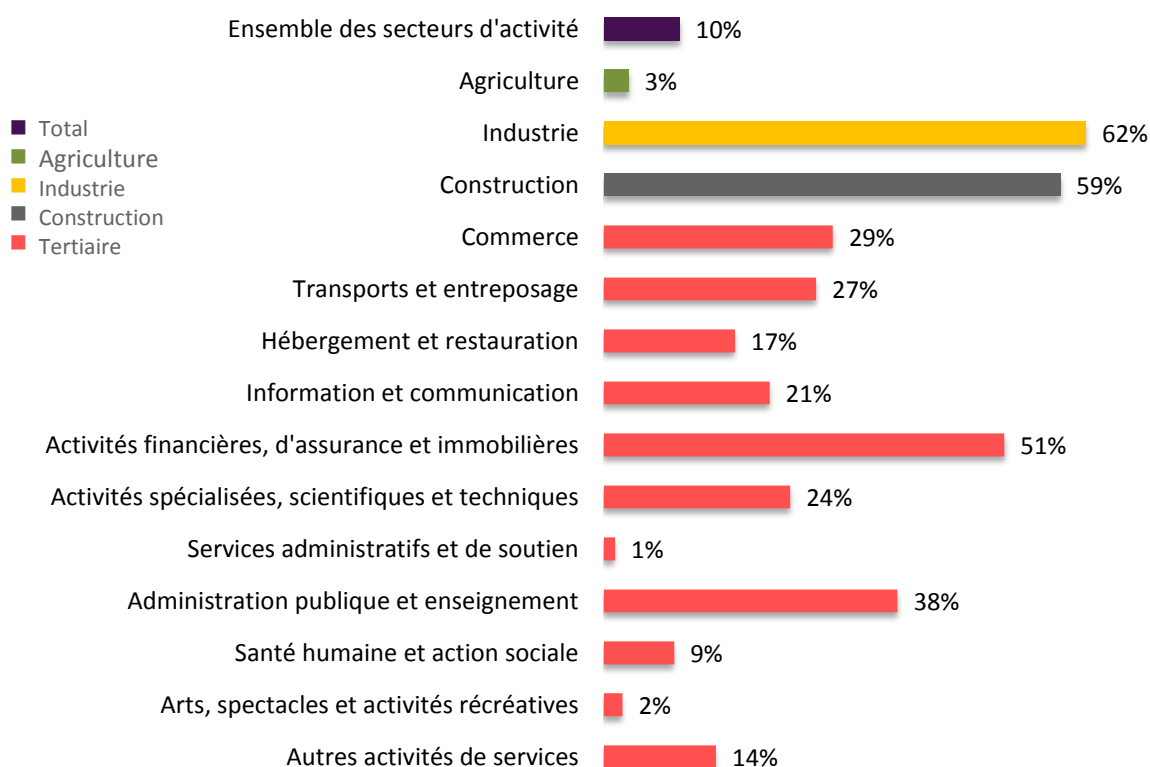
	Volume	Poids	Evolution
Contrats de moins d'un mois	76 580	35%	-3,3%
Missions intérimaires	105 290	49%	-0,6%
Contrats de six mois et plus	21 060	10%	+5,7%
- Autres -	13 390	6%	
Ensemble	216 320	100%	-1,4%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 10% des DPAE. Les entreprises de l'industrie (3% des DPAE hors intérim) et les entreprises de la construction (4% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 62% et 59%. Le secteur de l'administration publique et enseignement (3% des DPAE hors intérim) a recours dans deux cas sur cinq à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

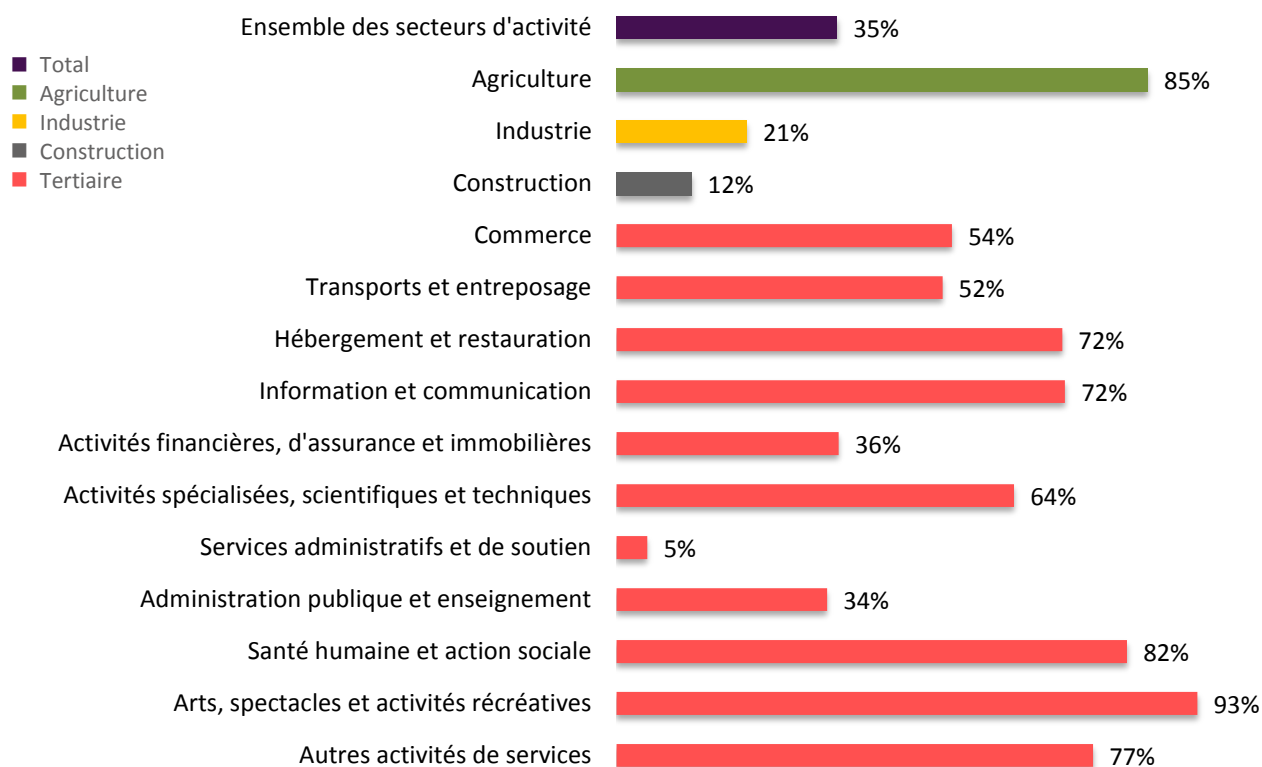
- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)



Plus d'un tiers des DPAE concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour les secteurs dont l'activité est saisonnière, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment les arts, spectacles, activités récréatives (93%) et l'agriculture (85%).

Graphique 7

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019

Les intentions de recrutement des employeurs pour 2019 régressent cette année de -7% et représentent plus de 13 630 embauches potentielles dans le bassin CREDOC d'Avignon. C'est le neuvième bassin en termes de propositions de recrutement.

La part de projets saisonniers dans le bassin d'Avignon est de 36% (44% en région). Les projets saisonniers sont au nombre de 4 900. Le besoin en personnel saisonnier est essentiellement lié au tourisme au sein de ce territoire et à l'agriculture à un degré moindre.

En 2019, 6 160 intentions d'embauches sont considérées difficiles par les employeurs soit 45% comme en région.

Source : Pôle emploi - CREDOC, enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 par bassin CREDOC

EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

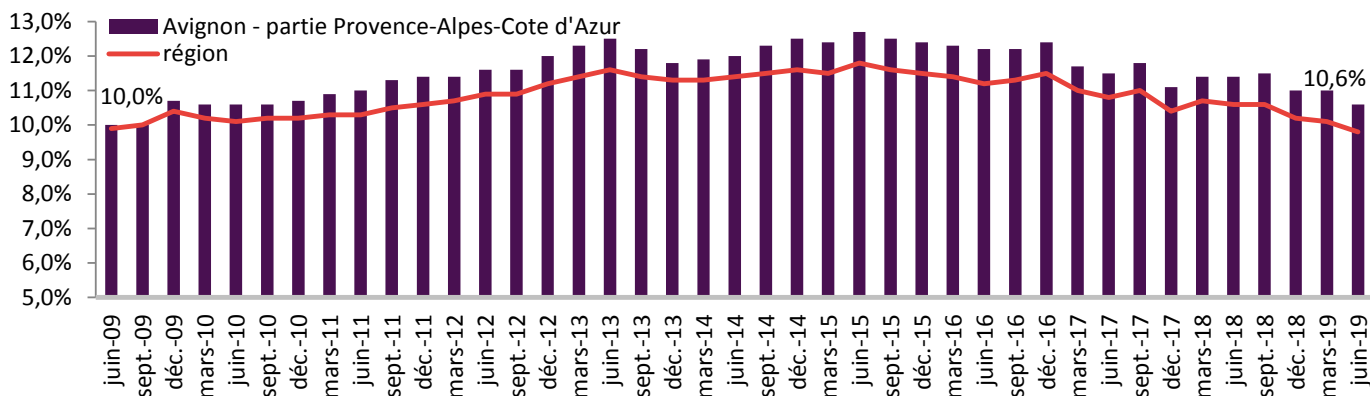


Un marché du travail qui s'améliore

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi d'Avignon a peu varié en neuf ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 10,6%, un taux toujours supérieur à celui de la région (9,8%). L'écart avec le taux régional est de +0,7 pt en moyenne. Le taux de chômage reprend une valeur équivalente à celle de septembre 2010.

Graphique 8

Taux de chômage localisé sur la zone d'emploi approchant le bassin d'emploi



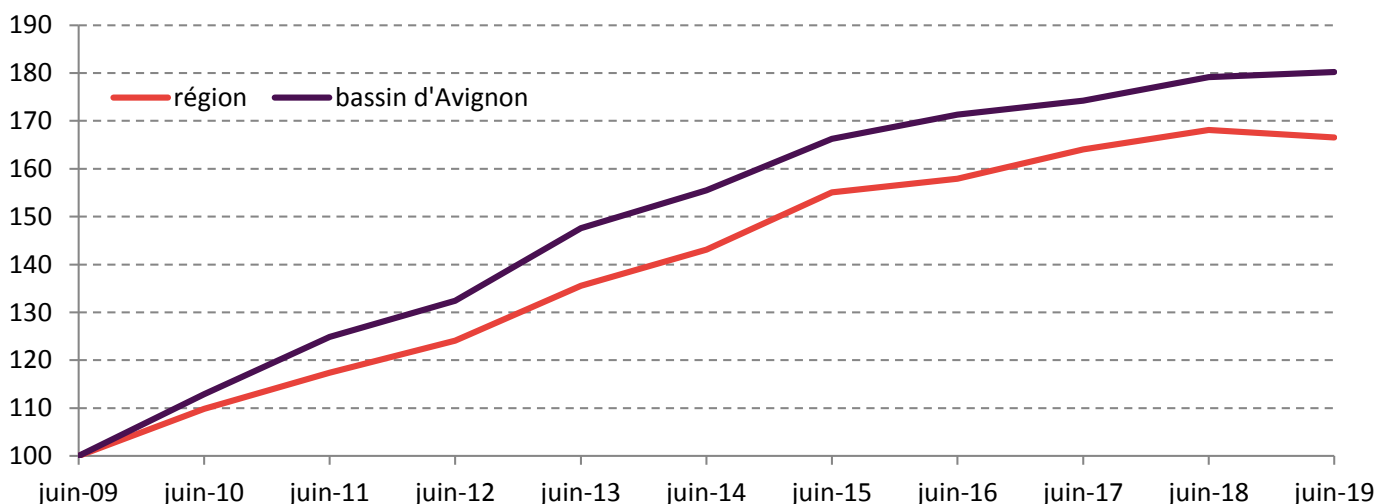
Source : INSEE, enquête Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie ABC (à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles) ne diminue pas ; il progresse moins fortement depuis trois ans. Ainsi, la hausse du nombre de personnes inscrites en catégories ABC dans les agences du bassin augmente sur un an (+0,6% entre juin 2018 et juin 2019) [cf. Graphique 9]. Au cours des douze derniers mois, les sorties de la liste sont inférieures aux entrées de la liste.

À fin juin 2019, 140 demandeurs d'emploi supplémentaires sont inscrits dans les agences du bassin par rapport à juin 2018 au sein des catégories ABC, atteignant 22 430.

Graphique 9

Évolution annuelle de la DEFM cat. ABC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d'emploi](#)
- [Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

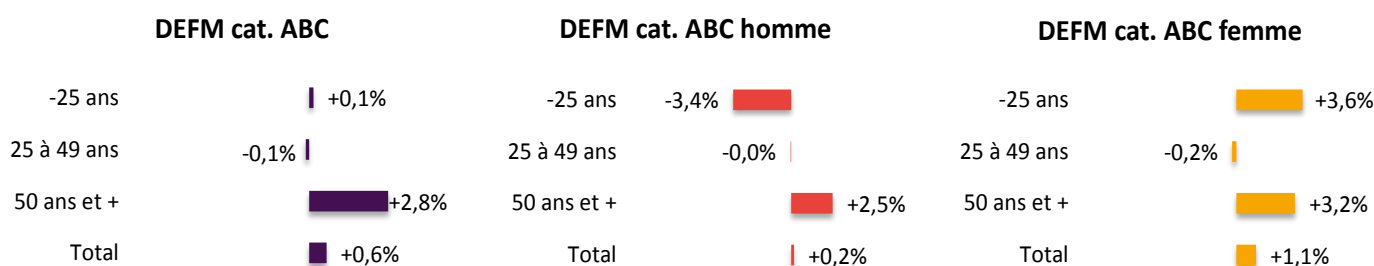


La demande d'emploi des moins de 25 ans et des 25 à 49 ans se stabilise

Après avoir atteint son niveau maximum en 2013, la population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC de moins de 25 ans varie très peu et se chiffre à 2 780 personnes (soit +0,1% sur un an). Les 25-49 ans affichent une stabilité ; ils sont au nombre de 14 130 (soit -18 sur un an). Quant aux seniors, leur progression linéaire jusqu'alors, ralentit fortement cette année, elle n'est plus que de +2,8% (soit +151 sur un an) entre juin 2018 et juin 2019. Cela porte le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus, inscrits sur les listes de Pôle emploi en catégories ABC, à 5 520. La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (12%) dans la demande d'emploi (11% région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2018 - juin 2019) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les Bac+3 et les seniors (plus de 50 ans) sont moins présents dans le bassin : respectivement 13% et 25% contre 16% et 28% en région. Il y a proportionnellement plus de bénéficiaires du RSA (22%) dans le bassin qu'en région (18%).

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en sept ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 6 010 personnes sont touchées par ce phénomène au 30 juin 2019, soit 27% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 5 560 à fin juin 2019, en baisse de -0,7% sur un an.

10 800 DELD
(≥ 1 an)
+4,4% sur un an

6 010 DETLD
(≥ 2 ans)
+4,3% sur un an

5 560 DE en ICT3
-0,7% sur un an

EN SAVOIR PLUS

- [Études sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur sur pole-emploi.org\)](#)

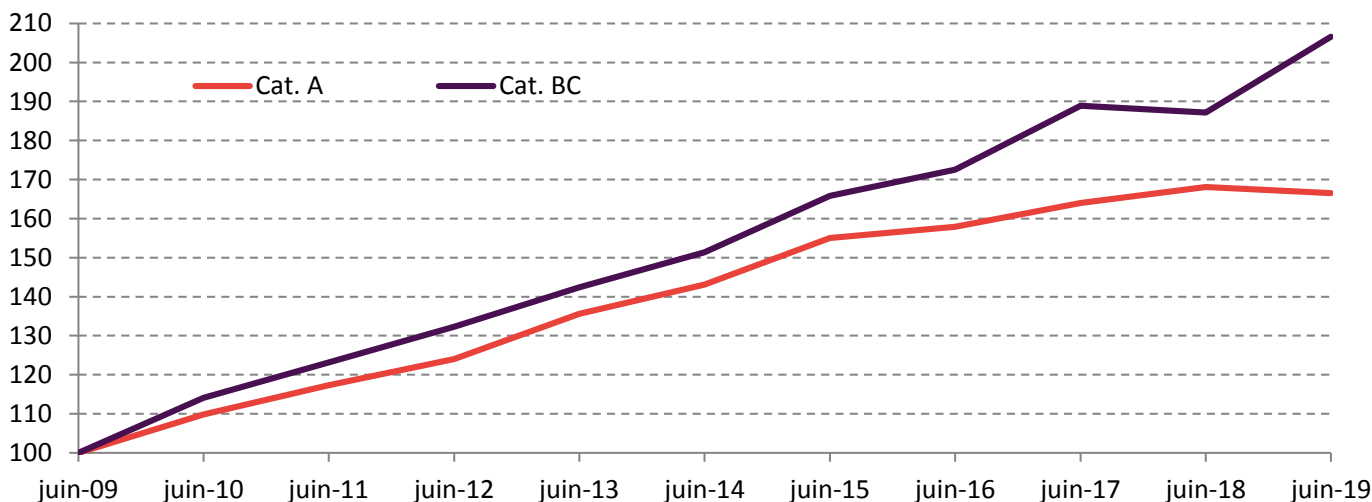


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. Depuis 2016, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuit sa hausse avec une amplitude plus forte que le nombre de personnes sans activité (catégorie A), qui affiche une légère baisse entre juin 2018 et juin 2019 [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution annuelle de la DEFM cat. A et cat. BC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

Plus de 15 960 reprises d'emploi en 2018

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ICT1 en 2018

	ICT1	Évolution	Poids
Reprise d'emploi déclarée	1 160	+2,7%	7%
Passage en C	4 880	+5,4%	31%
Passage en E	40	NS(1)	0%
AFPR / POE	170	+0,0%	1%
DPAE durable	5 290	+5,2%	33%
DPAE non durable	4 420	+2,8%	28%
Total	15 960	+4,5%	100%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes - ACOSS, DPAE

EN SAVOIR PLUS

- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région \(Pôle emploi\)](#)



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance ;
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le **Plan d'Investissement dans les Compétences** (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an.

Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 13 360 personnes sont ciblées « PIC », soit 60% des DEFM cat. ABC [cf. **Tableau 8**], dans le bassin. La part de public PIC dans le bassin est nettement plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en Quartier prioritaire de la Ville (QPV).

Tableau 8

Caractéristiques du public PIC en juin 2019

Provence-Alpes-Côte d'Azur	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	246 210	52%	116 870	45%	47%
Moins de 25 ans	54 640	11%	27 540	11%	50%
50 ans et plus	133 610	28%	84 400	33%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	225 800	47%	125 040	49%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 330	9%	30 260	12%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	74 200	16%	51 270	20%	69%
Ensemble des DEFM cat. ABC	477 010	100%	257 460	100%	54%

bassin d'Avignon	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	11 110	50%	5 920	44%	53%
Moins de 25 ans	2 780	12%	1 500	11%	54%
50 ans et plus	5 520	25%	3 800	28%	69%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	10 800	48%	6 540	49%	61%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	2 170	10%	1 550	12%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	5 640	25%	4 160	31%	74%
Ensemble des DEFM cat. ABC	22 430	100%	13 360	100%	60%

Source : Pôle emploi (données brutes au 30/06/2019)

EN SAVOIR PLUS

- [Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences](#)

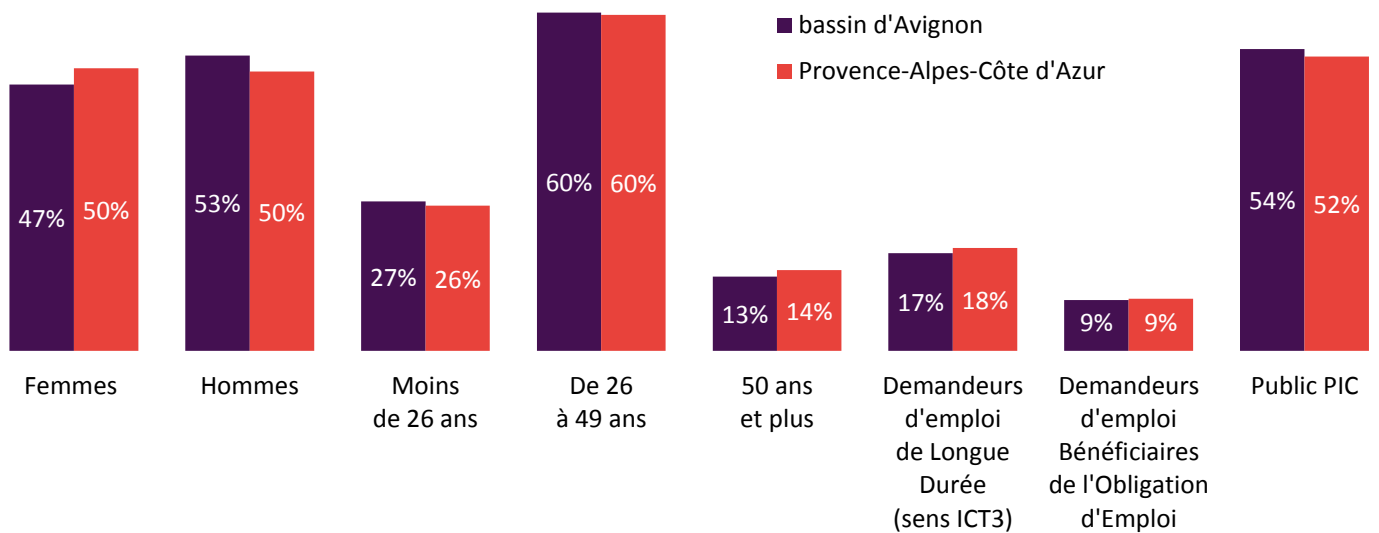


2 490 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018

En 2018, 2 490 demandeurs d'emploi inscrits dans une agence du bassin sont entrés en formation. Le bassin représente 4% des entrants en formation de la région. La part de la tranche d'âge intermédiaire est la même qu'en région tandis que la part de public PIC y est plus importante compte tenu du niveau de formation des demandeurs d'emploi du bassin [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2018



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin

68% des formations dans le bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (34% comme en région). Les formations du Conseil Régional suivent avec 20% (idem pour la région) [cf. Graphique 13], juste devant les Actions Individuelles de Formation (AIF) 17% des aides (19% pour la région). Les principaux domaines de formation sont l'échange et gestion avec 24%, les services aux personnes avec 21% et la fonction production avec 8%. Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 9] représentent sept entrées en formation sur dix en 2018.

Graphique 13

Les principaux financeurs de formation

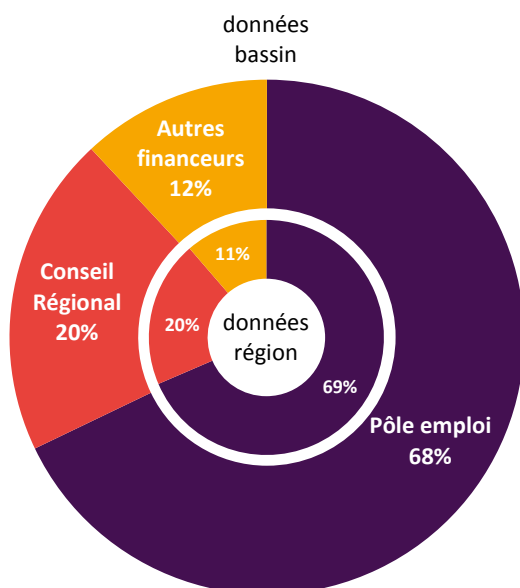


Tableau 9

Les principaux domaines de formation

	Entrées en formation	Part (en %)
Échange et gestion	600	24%
Services aux personnes	520	21%
Fonction production	200	8%
Information, communication	180	7%
Sciences humaines, économie, droit	170	7%
Ensemble des entrées	2 490	100%

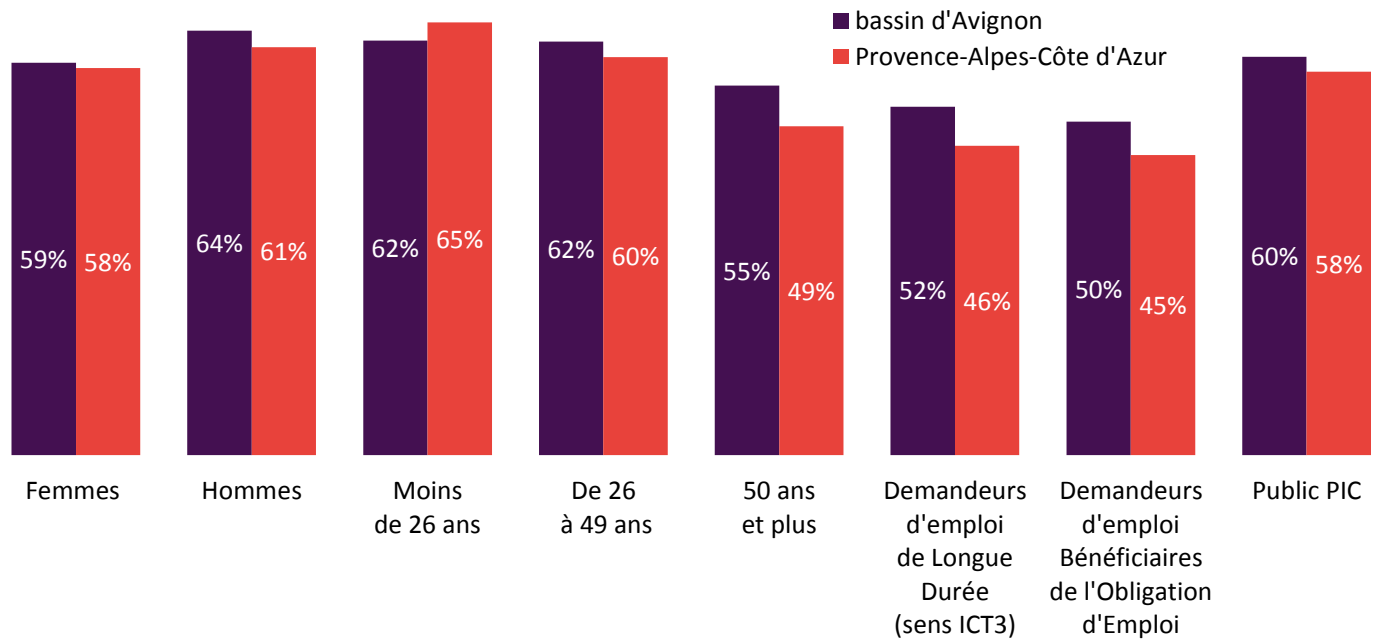
Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

61% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin d'Avignon, 1 550 personnes sont sorties de formation en 2018. Parmi ces individus, 61% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les hommes, les moins de 26 ans et les 26 à 49 ans. D'autres comme les seniors, les demandeurs d'emploi de longue durée - sens ICT3 et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 14

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2018 [cf. Graphique 15]. Les Préparations Opérationnelles à l'Emploi Individuelles (POEI) et les Actions de Formation Préalables au Recrutement (AFPR) ont les meilleurs taux d'accès avec respectivement 90% et 84%, juste devant les POE Collectives (67%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont l'échange et gestion (71%) et les services aux personnes (59%) [cf. Tableau 10].

Graphique 15

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2018

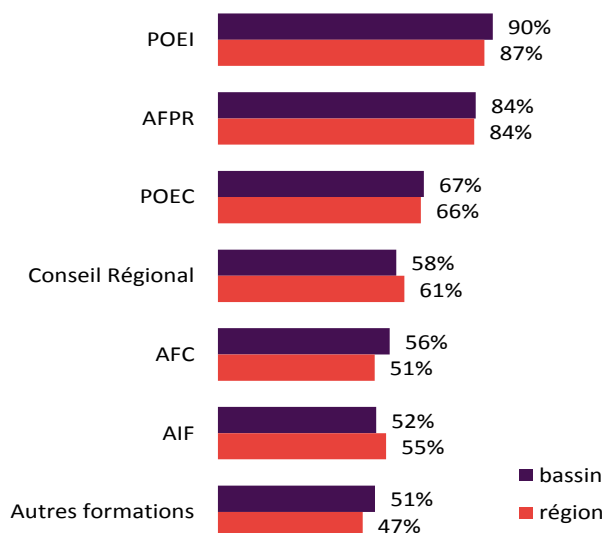


Tableau 10

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Services aux personnes	59%	170
Échange et gestion	71%	120
Ensemble des sorties	61%	600

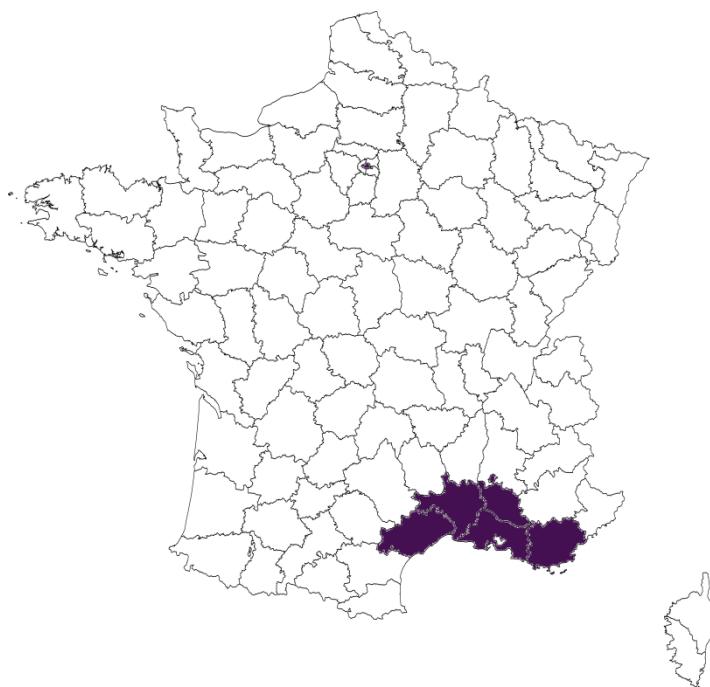
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ICT1) et du lieu de résidence par le biais de la STatistique du MArché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 82% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 7%, ils se dirigent les départements limitrophes et 2% vers la métropole parisienne [cf. Tableau 11].

Tableau 11

Département de travail des DEFM cat. AB inscrits dans le bassin en 2018



Département de travail (>1%)	
Vaucluse	71%
Bouches-du-Rhône	10%
Gard	5%
Paris	2%
Herauld	2%
Var	1%

Aide à la lecture :

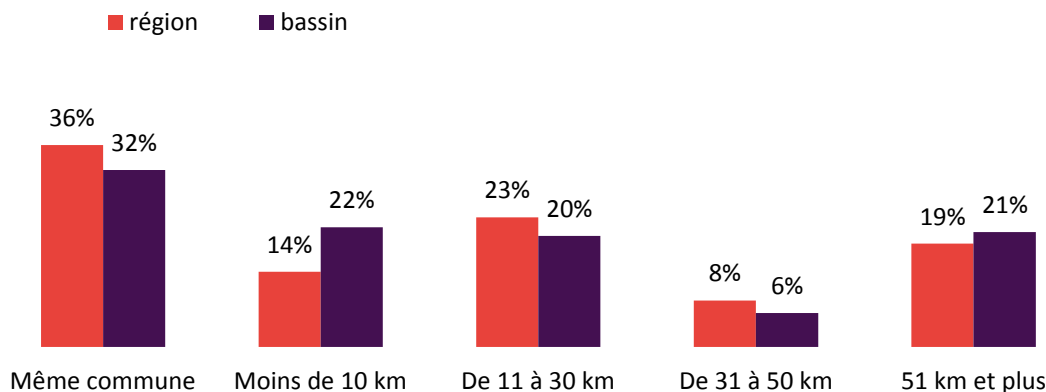
2% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin d'emploi en 2018 ont trouvé un emploi à Paris.

Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Près d'un tiers (32%) retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), alors qu'un sur cinq ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile [cf. Graphique 16].

Graphique 16

Distance domicile travail des DEFM cat. AB



Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

En conclusion...

Le niveau de qualification des résidents du territoire est plus faible qu'en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (moins de cadres, de chefs d'entreprises et de professions intermédiaires et plus d'ouvriers).

Plus marqué qu'en région, l'emploi présentiel dans le bassin (78%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce embauche encore plus que l'année dernière en contrat durable.

Malgré un taux de chômage supérieur à celui de la région, le marché du travail local s'améliore. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 22% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 82% des demandeurs d'emploi cat. AB du bassin qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 21% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2018, 2 490 demandeurs d'emploi du bassin sont entrés en formation. 61% des sortants de formation ont accédé à un emploi au cours des six mois qui ont suivi la fin de formation.

Méthodologie

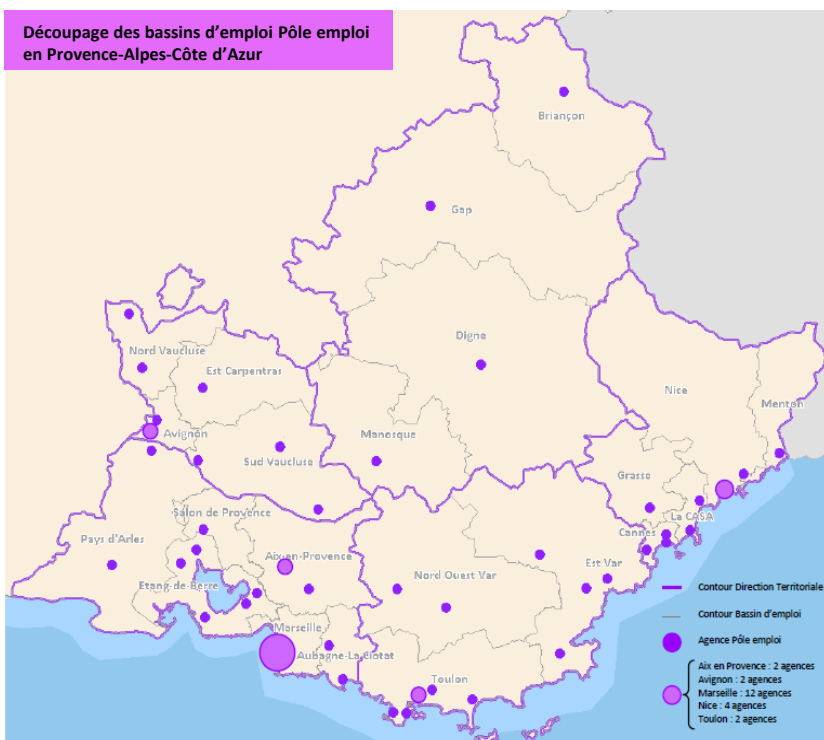
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
 Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
 Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
 34, rue Alfred Curtel
 13010 Marseille

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

